

Médicaments vétérinaires
Un marché, oui, pas la foire ! 1

Gestion des ressources naturelles
**À actions locales,
solutions globales ? 3**

Marchés agroalimentaires
**Prendre en compte le goût
des consommateurs 4**

EN BREF 6

REPÈRES 10

PUBLICATIONS 11

ENTRE NOUS 14

POINT DE VUE
**Terroirs, territoires
et nourriture 16**

Site Web : <http://www.cta.nl>



Il y a dans le monde quelques hommes dont les décisions peuvent changer la vie de trois cents millions d'agriculteurs ACP. En septembre dernier, trois de ces hommes ont parlé

du commerce mondial dans des termes similaires. La prospérité ne dépend pas des protections, mais de la conquête des marchés : c'est par là que les pays en développement doivent passer. C'était le message du président Clinton à l'assemblée générale des Nations unies à New York, le 21 septembre ; c'est ce qu'écrivait à Washington, le 20 septembre, J. Wolfensohn, en tant que président de la Banque mondiale ; Dr Gutiérrez, secrétaire général de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, ne disait pas autre chose à Genève, le 19 septembre, dans son rapport annuel.

Spore n'est pas en reste, et vous trouverez plusieurs articles sur les marchés dans ce numéro. Notre article d'ouverture explique comment la libéralisation a fait exploser le marché des médicaments vétérinaires. D'autres articles montrent comment les attentes des consommateurs sont en train de changer les règles de la commercialisation des produits alimentaires, et comment les exportateurs ACP peuvent tirer profit d'une bonne connaissance des règlements qui régissent le commerce international.

L'agriculture, c'est bien plus que du commerce : de l'épuration des eaux usées aux actions nécessaires pour défendre les ressources de la planète, il faut de tout pour faire un numéro de Spore.



Illustration Terry Andon-Brown

Médicaments vétérinaires

Un marché, oui, pas la foire !

Entreprise il y a presque vingt ans, la privatisation des services vétérinaires en Afrique a-t-elle atteint l'âge de raison ? Elle a corrigé ses défauts de jeunesse, mais beaucoup reste à faire pour qu'elle remplisse sa véritable mission : offrir aux éleveurs une meilleure qualité de services.

Il y a l'avant et l'après désengagement des États et libéralisation du secteur vétérinaire en Afrique. Avant, l'État, importateur officiel de médicaments à usage vétérinaire, approvisionnait les vétérinaires et les appointait. Cette médecine publique présentait l'inconvénient majeur de coûter cher à l'État et d'être inaccessible aux éleveurs situés en zone rurale éloignée.

Dans la foulée d'un réajustement structurel de leurs activités, les États africains se sont donc désengagés de celle-ci, insuffisamment opérationnelle. La privatisation des services vétérinaires visait à les renforcer, à améliorer la distribution des médicaments,

à favoriser le développement d'entreprises privées, vétérinaires ou non, aptes à accompagner – voire à mettre en œuvre – une véritable stratégie de soins aux animaux.

Synonyme de libéralisation, cette privatisation a certes favorisé la multiplication des sources d'approvisionnement, mais aussi le développement d'un marché parallèle où s'écoulent des produits de qualité douteuse. On trouve désormais des médicaments vétérinaires partout, mais parfois n'importe où et n'importe comment.

Cette situation engendre deux types de menace. La première pèse sur les vétérinaires dont la principale source de revenus – la vente des

médicaments et des vaccins – est soumise à forte concurrence : concurrence des grossistes importateurs qui approvisionnent des concessionnaires mais se posent parfois en détaillants en vendant leurs produits directement aux éleveurs ; concurrence d'intermédiaires illégaux s'interposant entre grossistes et professionnels ; concurrence des ingénieurs ou auxiliaires d'élevage ; concurrence des agents de l'État qui, en coulisses, sont encore présents dans les circuits de distribution. "Pourquoi les éleveurs iraient-ils payer les services d'un vétérinaire privé alors qu'ils peuvent trouver des médicaments partout ?" Telle était la question posée en décembre 1998 lors du colloque organisé à Arusha en Tanzanie sur le thème "Fournitures de services de santé animale en Afrique de l'Est" (voir *Spore* n° 80, page 8). Pour ses intervenants, comme pour les participants aux journées internationales de Bamako (1994), les vétérinaires devraient être seuls habilités à prescrire et à distribuer médicaments ou vaccins et à bénéficier d'une exclusivité sur leur vente. Comment pourraient-ils vivre de leur profession autrement ? Comment rempliraient-ils leur mission s'ils n'ont pas même les moyens d'acheter un vélo pour se déplacer ?

Du fait de l'automédication que la libéralisation encourage, une seconde menace pèse sur la santé du bétail, sur celle des consommateurs et sur l'environnement. N'a-t-on pas récemment attiré l'attention sur les dangers de l'*ivermectine*, un vermifuge très performant ? Près de 80 % de ce produit passent dans les excréments d'un animal. Administré exagérément, l'*ivermectine* affaiblirait ou même éliminerait les bousiers, avec comme conséquences l'accumulation d'excréments, la disparition de la flore ainsi recouverte, la prolifération de mouches, etc. La résurgence de certaines maladies – la rage refait surface dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest – témoigne d'un moins bon contrôle de l'état sanitaire ou du peu d'influence des services vétérinaires dans certaines zones.

Décidément, le médicament vétérinaire n'est pas un intrant comme un autre. Il doit répondre à des critères de qualité, d'efficacité et de sécurité. Une meilleure disponibilité des produits vétérinaires ne suffit donc pas pour dire qu'un service vétérinaire est assuré, affirmait-on à Arusha où l'on relevait, parmi les freins au décollage de la médecine vétérinaire en Afrique de l'Est : le manque de moyens financiers et techniques, les difficultés d'accès

au crédit d'installation, l'absence d'information des éleveurs habitués à s'occuper eux-mêmes de leurs animaux, l'inadéquation de l'enseignement délivré aux élèves vétérinaires (copié des écoles européennes) avec les réalités du terrain, le manque de formation des auxiliaires d'élevage, et l'absence de reconnaissance des associations de vétérinaires au niveau national.

Des actions d'appui technique, de formation, de sensibilisation auprès des différents protagonistes de la filière vétérinaire doivent donc être intégrées dans le processus de privatisation qui engage à la fois les éleveurs (organisés ou non en groupements), les opérateurs privés (vétérinaires, techniciens et auxiliaires d'élevage), les laboratoires (pour la plupart étrangers), les bailleurs de fonds et les services de l'État dont le rôle doit demeurer celui d'un régulateur.



Le vétérinaire :
la clé de voûte du système

Tous les pays d'Afrique ne sont pas logés à la même enseigne, certes. Mais il semble que les enjeux de la privatisation, les possibilités d'évolution rapide du marché et le rôle clé de la profession vétérinaire aient été compris par certains. Cela dépend pour beaucoup de l'intérêt qu'ils portent à leur élevage et des moyens mis en œuvre pour le développer. La réussite de la privatisation des services vétérinaires est étroitement liée à une politique cohérente incitant les éleveurs à investir "rentablement" en santé animale et à s'organiser pour ce faire. Dès lors, ils recherchent la sécurisation de leur activité en s'appuyant sur un accès sûr à des intrants vétérinaires de qualité. C'est le cas du Sénégal, par exemple, qui a structuré ses services vétérinaires privés autour d'un élevage de quatre millions de poulets. C'est le cas du Mali qui, avec la mise en place d'un comité de suivi composé de la Direction de l'élevage et de l'Ordre de la profession vétérinaire, a structuré les siens autour de quelque 200 000 bovins exportés par an.

Au Togo, au Mali et à Madagascar, Vétérinaires sans frontières, avec d'autres partenaires (autorités locales, Banque mondiale, Union européenne), a mis en place des projets comprenant l'aide à l'installation de vétérinaires privés, la constitution de groupements d'éleveurs, la formation d'auxiliaires d'élevage et l'approvisionnement en médicaments courants.

En Afrique de l'Ouest ou du Centre plus qu'en Afrique de l'Est, des progrès ont été réalisés pour "assainir" les circuits de distribution. "Dans toute l'Afrique de l'Ouest, la privatisation a amené de plus en plus de professionnels dans le secteur, constate Jean-Loup Leclerc, responsable commercial des Laboratoires Merial. Les vétérinaires professionnels, formés dans des écoles vétérinaires africaines, à Dakar ou au Kenya, détiennent 80 % des importations. Ils sont présents sur le terrain, ils développent des efforts de promotion, de vulgarisation, de formation et d'information auprès des protagonistes de la filière. Nos produits se distribuent de plus en plus normalement ; il s'agit majoritairement d'antiparasitaires externes et internes et de vaccins, un marché prioritaire pour les vétérinaires privés qui en assurent la distribution."

Bien sûr, une frange des importations de médicaments reste entre les mains de "margoulins", relève Jean-Loup Leclerc. La solution se trouve dans le professionnalisme : "Tout se passe bien quand des vétérinaires professionnels s'adressent à des laboratoires qui ont une éthique de vrais laboratoires."

Sur un marché ouvert où se concurrencent des fournisseurs européens, asiatiques ou indiens, il y a beaucoup d'efforts à faire au niveau du contrôle et de l'enregistrement des produits vétérinaires en circulation en Afrique. L'autorisation de mise sur le marché (AMM), dont l'objet principal est d'assurer la qualité du médicament vétérinaire (du point de vue de sa composition, de son efficacité et de son innocuité), apparaît comme une solution aux tracasseries douanières et administratives auxquelles se heurtent les laboratoires fournisseurs. Mais sa mise en œuvre (coûteuse) ne se justifie que par l'existence d'une véritable industrie pharmaceutique vétérinaire, ce qui n'est pas le cas sur le continent. "Pour l'heure, explique Didier Richard, directeur adjoint du CIRAD-EMVT¹, l'Afrique a le choix : accepter la législation des pays exportateurs, comme l'ont fait certains pays méditerranéens en s'inspirant de la législation française, ou mettre en place des structures légères, des agences régionales d'enregistrement et de contrôle." Beaucoup de pays sur le continent y songent...

¹ Département Elevage et médecine vétérinaire.

Sources :

Séminaire "Privatisation des services aux éleveurs", Journées internationales de Bamako, décembre 1994, Bamako, Mali. Ed. Vétérinaires sans frontières.

Atelier "Fournitures des services de santé animale en Afrique de l'Est", décembre 1998, Arusha, Tanzanie. CTA/Coopération autrichienne/VetAid.



Photo Cirad-emvt

À actions locales, solutions globales ?

.....

Les décideurs se bousculent pour confier aux communautés locales la gestion des ressources naturelles. Pourtant, ce sera un échec, à moins qu'ils ne changent d'abord le monde.

En inaugurant un service Internet sur les questions environnementales en octobre 1998, le ministre mauricien de l'Environnement, J.B. David, citait un proverbe persan : "Dieu ne demandera pas ta race, ni le lieu de ta naissance. Cette seule question il te posera : Qu'as-tu fait de la terre que je t'ai donnée?".

C'est aujourd'hui à chaque paysan(ne) qu'il est instamment demandé de prendre un soin spécial de la terre dont il (elle) s'occupe, comme si la gestion des ressources naturelles (GRN) était une idée radicalement nouvelle, et pas simplement le nouveau nom de la responsabilité exercée par les paysans depuis toujours. Cet accent mis depuis peu sur la GRN est le résultat d'une prise de conscience renouvelée des dommages causés à l'environnement. L'adoption de ce thème parmi les cinq priorités du CTA, en 1996, reflète ce mouvement.

Au sein des communautés, la dégradation de l'environnement signifie la destruction des systèmes naturels dont la population dépend. Dans la plupart des pays ACP, on connaît bien les résultats du surpâturage, de la surpêche et de l'agriculture minière (qui appauvrit le sol), mais aussi d'activités non agricoles comme le tourisme ou les mines à ciel ouvert. De nouvelles terres sont sans cesse mises en culture, contribuant à la déforestation. Le Programme des Nations unies pour l'environnement prévoit que la surface agricole de l'Afrique va presque doubler d'ici à 2050, avec bien des dégâts pour l'environnement, à moins d'investir beaucoup plus pour améliorer les pratiques agricoles sur les terres déjà cultivées.

En juin 1999, le magazine *The Economist* rapportait, sans s'alarmer, que la forêt pluviale ouest-africaine aurait totalement disparu en 2020. C'est déjà le cas en Haïti, où 98 % des forêts ont été définitivement éliminées et que l'on appelle aujourd'hui le "désert des Caraïbes". La Carnegie Corporation, dans une étude de 1998 sur les futurs conflits régionaux liés aux problèmes d'environnement, signalait

la récurrence de ces phénomènes : "Haïti pourrait être l'île de Pâques d'aujourd'hui : sa fertilité est presque totalement perdue. Lorsqu'ils se trouvèrent dans cette terrible situation il y a plusieurs siècles, les Pascuans n'avaient aucun endroit où aller et ils sont morts sur place. Aujourd'hui, les Haïtiens émigrent aux USA."

Quand on veut...

La gestion locale des ressources naturelles est déjà très efficace. Les partenariats entre l'administration et le secteur indépendant sont aujourd'hui monnaie courante pour la gestion des parcs naturels dans des pays comme le Kenya, le Cameroun, le Mali et le Burkina Faso (voir *Spore* n° 79). Au Zimbabwe, l'Association of Land Use Systems rassemble l'expérience des ONG dans la formation, l'emploi non agricole et la recherche.



Illustration H. Larkins

Qu'est-ce qu'il faut gérer : les ressources naturelles ou l'impact de l'homme sur la nature ? Ou les deux en même temps ?

De tels exemples de gestion participative sont souvent reconnus comme des outils efficaces de l'utilisation durable des ressources naturelles. Ce sont des progrès vers la durabilité à trois niveaux : en fournissant des moyens d'existence corrects, en aidant à réduire la pauvreté et en conservant la biodiversité et l'intégrité de la nature.

Bien des organisations de base se sont trouvées propulsées dans un rôle de fournisseur de services pour la GRN, mais quoique bien placées, elles ne sont guère équipées pour cela. La communauté internationale répond aujourd'hui à leur besoin de méthodologie et de formation. L'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), le Bureau de la Convention de Ramsar sur les zones humides et le Fonds mondial pour la nature (WWF) prévoient de fonder un service de conseils sur la gestion participative des ressources naturelles.

Qu'est-ce qui vous est cher ?

Mais, quand la situation devient critique sur le terrain, peu importent les déclarations des organisations internationales. Les gens n'ont pas envie de conserver les ressources naturelles si, selon l'UICN, "ils n'en tirent pas un avantage économique". Les mesures incitatives sont peut-être la nouveauté la plus encourageante. Le paiement direct, les subventions et les mesures fiscales font partie des stimulations économiques qui aident les populations à réduire les activités dégradant l'environnement et à se consacrer à celles qui sont à la fois productives et protectrices. Dans les zones naturellement boisées de Kibwezi, au Kenya, l'appui aux paysans comprend la formation en gestion forestière, l'élaboration de produits à valeur ajoutée tels que du miel raffiné et des médicaments naturels, ainsi qu'un appui à la commercialisation.

Cette importance accordée aux mesures incitatives souligne combien les communautés de base ont besoin de l'appui de l'administration. Cependant, bien des dégâts causés à l'environnement ne trouvent leurs causes ni dans la misère, ni dans les besoins fondamentaux des communautés locales des pays ACP, mais plutôt dans l'impact des mondes industrialisés et en cours d'industrialisation sur l'environnement physique des communautés rurales du Sud. Il est communément admis que la pollution d'origine industrielle et l'automobile sont les causes majeures d'un changement des climats qui, au Nord comme au Sud, affecte gravement le paysage agricole. Plus abruptement, certains estiment que les modes de vie et de consommation "occidentaux", en se répandant de plus en plus largement dans le monde – notamment en Asie –, sont la cause principale de ces bouleversements. La demande croissante de produits agroalimentaires du Sud est une opportunité pour les agriculteurs, qui peut leur permettre de développer de nouveaux marchés et d'augmenter leurs revenus. Mais elle a un prix en ce qui concerne l'environnement, et donc le futur.

Alors oui, et par tous les moyens, faisons confiance aux communautés, légitimons les acteurs de base et développons le partenariat et la participation. Mais n'oublions pas que la gestion des ressources naturelles ne pourra trouver tout son sens que lorsque le Nord pèsera moins sur le Sud.



Techniques traditionnelles de conservation de l'eau et des sols en Afrique, C. Reij, L. Scoones, C. Toulmin, CTA/CDCS/Karthala/, 1996, 360 p. ISBN 2-86537-696-7, n° CTA 765, 40 unités de crédit.

Prendre en compte le

Dans les pays ACP comme ailleurs, les goûts des consommateurs varient sous l'influence de "modes" impulsées par les marchés urbains locaux, interrégionaux ou encore internationaux. Tout producteur et toute entreprise agroalimentaire désireux de développer leurs activités se doivent de les prendre en compte en respectant un certain nombre de règles qui touchent à l'hygiène, à la qualité, mais aussi à l'image du produit commercialisé.

Un féculent pour nourriture et un accompagnement pour faire passer le féculent, telle est la structure des repas pour les neuf dixièmes de l'humanité depuis l'aube des temps. Les pays ACP n'échappent pas à ce modèle qui change selon la nature de l'un (féculent, pâte de manioc, riz, bananes, sorgho, maïs...) et de l'autre (poisson, poulet, viande, légumes, feuilles et condiments...).

Les goûts des consommateurs évoluent cependant. Pour répondre à une demande

alimentaire urbaine croissante, les entreprises agroalimentaires proposent des produits de plus en plus variés, parfois traditionnels mais présentés sous une forme moderne, autrement dit transformés (igname en poudre, manioc en farine, arachide en pâte, piments en purée). Des produits nouveaux voient également le jour à la faveur des migrations qui introduisent une nouvelle culture alimentaire. Celle-ci passe le plus souvent par le canal de la restauration de rue, de plus en plus prisée tant pour son côté pratique que pour son exotisme.

Les produits d'importation sont facilement adoptés : moins coûteux que les produits locaux, ils ont l'avantage de répondre aux exigences des consommateurs urbains et des vendeurs ambulants, en termes de rapidité de consommation comme de qualité. Le riz, le bouillon cube Maggi, le concentré de tomates turc, italien ou grec, le pain et le corned-beef mettent sur la touche les productions locales. Certains nostalgiques (les hommes) déplorent l'intrusion dans les cuisines familiales de produits manufacturés aux arômes de synthèse. Cela ne les empêche pas "d'aller sans vergogne tremper une baguette tartinée de mayonnaise (en tube) dans un bol de Nescafé au lait concentré sucré"¹. En trois coups de cuillère à pot, les femmes, de leur côté, se libèrent du four pour vivre leur vie de citadines pressées.

La ville demande des produits faciles à préparer. Elle réclame aussi de plus en plus d'hygiène, une meilleure conservation et un meilleur repérage des produits qu'elle consomme. Ces exigences invitent tous les maillons d'une filière – du producteur au consommateur – à s'engager dans une démarche de marketing. Le problème est qu'ils n'ont pas toujours les coudées franches.

La valeur ajoutée du conditionnement

Emballer un produit pour lui donner de l'allure, lui assurer sa conservation, allécher la clientèle : voilà ce à quoi les pays en développement ne peuvent pas échapper. Sauf que



Photo Periscop

Le stockage, l'hygiène et la conservation bénéficient de l'emballage standardisé, mais où est passée la chaleur humaine?

Illustration H. Larkins



l'emballage n'est pas à la portée de tous. De petite taille et relevant essentiellement du secteur informel, les entreprises agroalimentaires sont rebutées par les conditions nécessaires à l'accès à un emballage "moderne" et par l'investissement à consentir. En Côte d'Ivoire, par exemple, où l'industrie de l'emballage est la plus développée et la plus diversifiée de tous les pays d'Afrique de l'Ouest, quelques actions sont en cours pour tirer le meilleur parti des ressources existantes et mettre à la disposition des entreprises agro-alimentaires des matériaux locaux de qualité et peu coûteux. Parmi ces actions : une étude sur la production de papier Kraft à partir de bagasse ou de papier recyclé local ou importé ; une étude sur l'usage de la partie interne et fibreuse de la noix de coco pour la ficellerie ; un projet d'implantation d'une unité de culture de fibres de sisal ; la création d'une unité pilote de production de boîtes en carton afin de remplacer les emballages importés.

Au Burkina Faso, plusieurs solutions concernant l'emballage souple (qui représente près de 35 % du prix de revient d'un produit) ont été dégagées par trois petites entreprises fabriquant des produits séchés à Ouagadougou. La première, qui avait choisi un emballage imprimé élaboré dans des conditions artisanales, l'a remplacé par un emballage "lifté" d'allure moderne et réalisé industriellement. Une deuxième a réussi à imposer ses produits à travers un emballage réalisé sur le site même de production. La troisième est une petite entreprise qui commercialise une partie de sa production à tra-

Les fonctions de l'emballage

- Une fonction de contenant : l'emballage est un récipient associé à des servitudes réglementaires (obligation de l'indication exacte de la masse ou du volume contenu). Cette fonction évolue à l'heure actuelle vers le fractionnement en unités de consommation individuelles ou journalières (exemple : les bouillons cubes conditionnés pour faciliter l'usage à l'unité).
- Une fonction de sécurité : protection contre la contamination ou la pollution. Un rapport de la FAO mentionne qu'un emballage et une manutention améliorés pourraient réduire de 5 % les pertes après récolte dans de nombreux pays. Ce seul progrès fournirait au moins 39 millions de tonnes de nourriture supplémentaire chaque année.
- Une fonction d'information : en indiquant au consommateur (par l'étiquetage) la composition, la quantité, la durée de conservation du produit, comment le consommer et le servir mieux.
- Une fonction de présentation visant à retenir l'attention de l'acheteur dans le linéaire de distribution.



Photo A. Rivai

¹ Extrait de L'Afrique, côté cuisines. Regards africains sur l'alimentation. Syfia/Syros, collection "Ateliers du développement", 1994.

goût des consommateurs



vers un emballage "collectif". Ce choix lui permet d'accéder à des facilités en termes de promotion et d'accès à certains circuits commerciaux. Elle n'abandonne pas pour

Rêves de pain

Le blé est la céréale la moins chère et la plus vendue dans le monde. Un "festin énergétique", lisait-on à propos du pain sur les affiches publicitaires de Lagos au Nigeria. L'Afrique n'a pas pu résister à cet "envahisseur". Cependant, certaines frontières naturelles ou économiques ne se laissent pas franchir aisément. À quelques exceptions près, les essais de production de blé sur le continent se sont heurtés à un grand nombre de difficultés. Mais au Burundi, par exemple, la voie reste ouverte au pain à la patate douce, à la farine de maïs ou de manioc.

À chacun ses arguments de vente

À Thiaroye, près de Dakar, une dalle en béton a été coulée pour éviter que les poissons ne soient débarqués et vendus à même le sable. Cette dalle est équipée en eau courante avec une évacuation. Les usines de transformation viennent directement auprès de cette dalle pour prendre leurs cargaisons. Mais les vendeuses du marché qui viennent sur cette plage se ravitailler en poissons frais n'y trouvent pas leur compte. Elles font un crochet par la plage, ramassent du sable qu'elles versent ensuite sur les poissons lors du marché. Les clients verront de cette manière que la marchandise arrive directement de la plage. Donc qu'elle est fraîche.

autant un conditionnement à sa marque propre pour une partie de sa production à caractère plus original.

Une seconde vie pour les productions locales

La transformation agricole permet de proposer de nouveaux produits à partir des mêmes matières premières locales. De nombreuses entreprises ou coopératives déclinent ainsi toute une gamme de produits à partir de productions agricoles restreintes. Molige, une petite entreprise camerounaise, fabrique de la confiture et des jus de fruits. Des conditionnements diversifiés variant de 35 grammes à 7 kilos lui permettent de toucher une clientèle allant de la famille à la compagnie aérienne en passant par l'hôtellerie. Des groupements de femmes proposent également des produits transformés. Il s'agit le plus souvent de donner une seconde vie à des surplus : biscuits à base d'arachide, boissons naturelles à base de céréales et de fruits sauvages, vins de sorgho, d'oseille et de goyave... Toutefois, le débouché des produits transformés sur les marchés locaux est encore incertain. Les raisons tiennent à la fois à la faiblesse du pouvoir d'achat et à la forte concurrence des produits traditionnels ou importés. L'exportation vers les marchés de gros européens, en revanche, concerne quelques élus (la coopérative ivoirienne Promexa qui commercialise son atikié jusqu'en Europe est de ceux-là) à condition qu'ils franchissent un certain nombre d'obstacles concernant le transport et la conservation, et qu'ils respectent à la lettre tout un arsenal de normes d'hygiène et de qualité très strictes.

Hygiène et label de qualité

Les producteurs sont les principaux acteurs de la qualité du produit commercialisé. Mais qui dit qualité dit aussi amélioration des produits et hygiène en amont. Cette dernière notion, qui englobe non seulement l'hygiène intrinsèque du produit, mais aussi celle de son "environnement" (emballage, stockage, magasinage, transport), est perçue différemment selon les cultures. D'où l'importance d'un code alimentaire pour la protection de la santé des consommateurs. Elle a été soulignée en 1985 par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies qui recommande aux gouvernements d'appuyer et d'adopter les normes du *Codex Alimentarius* de la FAO et de l'Organisation mondiale de la santé. Ces normes contiennent


des principes généraux concernant les additifs alimentaires, les contaminants, les méthodes d'analyse et d'échantillonnage et l'étiquetage de tous les aliments. Elles constituent un véritable code de déontologie pour le commerce international des denrées alimentaires. Beaucoup de pays en développement ont mis en place des structures de contrôle et de normalisation visant à garantir la sécurité alimentaire des consommateurs et la qualité des produits commercialisés. Au Burkina Faso, un programme sanitaire est à l'œuvre depuis dix ans en ce qui concerne les volailles ; 500 vaccinateurs participent ainsi à sensibiliser les éleveurs à la santé animale et, au final, à celle du consommateur. Au Sénégal, le Bureau de contrôle des produits halieutiques est l'autorité compétente désignée par les pouvoirs publics pour s'occuper de la vérification sanitaire. Ces types de structure qui concernent essentiellement les produits alimentaires promis à l'exportation devraient toutefois – tout comme les codes d'usage du *Codex Alimentarius* – donner des orientations utiles pour la commercialisation et la valorisation des produits destinés aux marchés locaux ou régionaux.

Sources :

- Bulletin du réseau TPA, juin 1995 (voir Spore n° 81, page 10).
- Manuels sur le contrôle de la qualité des produits alimentaires : "Défauts visibles inacceptables des récipients", FAO, 1998. ISBN 92-5-204176-1. 30 pages. Prix 8,00 \$/7,56 €
- L'Emballage des denrées alimentaires de grande consommation, 2^e édition, Editions Tec & Doc, Paris (France), 1998. ISBN 2-7430-0208-5.
- Marchés tropicaux n° 458, 5 mars 1999, compte rendu du salon *Siagro Sopimar'99* qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) en février 1999.
- Séminaire "Séchage des produits alimentaires à haute teneur en eau en Afrique francophone", rapport de mission au Burkina Faso, CIRAD-SAR, 1997.

Pour en savoir plus :

 Sécher des produits alimentaires, J.-F. Rozis, Coédition CF/CTA/GRET, 1995, 344 pages, ISBN 2-86844-072-X. CTA n° 691, 20 unités de crédit.

 Hygiène et production alimentaire. Manuel destiné aux petits producteurs, sur les règles d'hygiène pour la production et l'emballage des produits alimentaires, Fellows P., Hidellage V. Coédition CTA/IT, 1993, 42 pages, CTA n° 551, 5 unités de crédit.

Voir également "En bref", page 8 :

- Séminaire "Commercialisation et distribution des produits agricoles périssables", Madrid (Espagne), avril 1999.
- Séminaire "Financement de la commercialisation des produits agricoles", N'Djamena (Tchad), juin 1999.

Madagascar : embargo levé pour les exportations halieutiques vers l'Europe

En 1996, la Commission européenne avait décrété un embargo sur les produits halieutiques malgaches, non conformes, selon elle, aux normes requises. Après concertation et mesures drastiques, cet embargo vient d'être levé totalement pour les quinze sociétés d'exportation. L'embargo a fait beaucoup de mal au secteur halieutique, premier secteur d'exportation – à 80 % vers les pays de l'Union Européenne. Il a causé un manque à gagner de 16 millions d'€ pour 1997. On estime qu'annuellement, les potentialités halieutiques exploitables sont de 450 000 t, alors que 120 000 t sont effectivement exploitées et 26 000 t exportées.

Marchés tropicaux et méditerranéens, 28 mai 1999.

Café : des producteurs camerounais énergiques

Le café robusta du Cameroun, pourtant apprécié, ne fait pas recette en ce moment. En cause, une baisse de qualité due à des problèmes d'organisation de la production et de la commercialisation. Face à la crise, quinze organisations rurales du bassin du Mungo ont partagé leur expérience en matière de commercialisation : vente de café décortiqué pour améliorer les bénéfices, coopératives de crédit pour éviter la vente hâtive et à bas prix des grains, contrats écrits avec les acheteurs. Leur maxime : s'unir pour la qualité et le prix. Ils souhaitent que leur expérience fasse tâche d'huile dans une région où les caféiculteurs sont nombreux.

La voix du Paysan, juin 1999.

Quelle trouvaille !

Une mine d'informations, ce superbe et nouveau site Web animé par SIROI, le système d'information agricole pour la région de l'océan Indien, une initiative soutenue par le CTA. Présenté en français et en anglais, ce site offre des actualités, des statistiques et des informations sur les marchés et présente de nombreuses publications aussi bien sur des questions purement pratiques (*Guide du petit exploitant*) que sur des problématiques "pratiquement pures" (*Controlled environment technology development in Seychelles*), ainsi que des revues sur la recherche menée à Madagascar, à l'île Maurice... Deux inconvénients toutefois : les informations du SIROI ne sont disponibles que sur Internet, privant de ce fait les non-usagers. Mais même les usagers risquent de le rater car le site est, c'est le moins que l'on puisse dire, difficile à trouver. Notez bien son URL : 202.60.1.2/Siroiwebfr/siroihome.

L'épuvalisation, une technique simple d'assainissement des eaux usées

■ Quand l'eau est rare, les cultures irriguées sont un luxe. On peut utiliser alors les eaux usées, mais seulement après épuration pour des raisons d'hygiène. Or, les stations d'épuration classiques sont coûteuses et nécessitent un personnel très spécialisé. Une nouvelle technique simple et économique, l'épuvalisation, combine l'épuration des eaux (après un premier traitement) et la culture hors-sol. Les effluents pollués servent alors de fluide nutritif pour la croissance de certaines plantes. Ces plantes

doivent posséder un système racinaire bien développé et non pivotant et des performances épuratrices. Les chercheurs du Centre pour le développement de l'horticulture de l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA, Dakar), en collaboration avec ceux de la Faculté de Gembloux en Belgique, ont testé le céleri, le cresson et le canna (*Canna indica*). Les résultats sont encourageants : les eaux ainsi utilisées sont dépolluées naturellement et les produits issus de ces cultures sont commercialisés sur le

marché local. D'autres essais, dans d'autres pays, sont concluants avec des produits à haute valeur ajoutée comme le melon et les oignons par exemple. L'épuvalisation peut même être utilisée pour le traitement des lisiers et des effluents des décharges d'ordures ménagères.

Philippe Dumont
et Dimitri Xanthoulis
Unité hydraulique agricole
Faculté universitaire des sciences
agronomiques – 2, passage
des Déportés – 5030 Gembloux
BELGIQUE – Fax : + 32 81 62 21 81
Site Web : www.fsagx.ac.be

La laitue qui rend l'eau propre !



Les laitues d'eau : quelques unes suffisent

■ Que faire des eaux usées rejetées par les entreprises artisanales polluantes? Jean-Pierre Bayala, au Burkina Faso, a adopté une solution simple, efficace et avantageuse : la laitue d'eau (*Pistia*

stratiotes). Le système est simple, il suffit de quatre bassins. Il est efficace, l'eau est utilisable pour l'irrigation après trois semaines de lagunage. Il est avantageux car la laitue d'eau, qui prolifère rapi-

dement, sert de nourriture aux animaux domestiques ou de compost pour les cultures. La technique est la suivante : les eaux usées, mais dégraissées, sont d'abord mises à décanter dans un premier bassin. Au bout d'un à trois jours, elles sont déversées dans le deuxième bassin et recouvertes de laitue d'eau. Elles y restent une semaine, rejoignent le troisième bassin avec d'autres laitues, puis le dernier bassin après une autre semaine. À la suite de ce traitement, l'eau peut servir à l'arrosage des pépinières, à l'aquaculture, etc. Cependant, elle est encore impropre à la consommation et ne doit pas être utilisée dans les potagers (voir aussi *Spore* n° 70, page 8).

Jean-Pierre Balaya
Rue Langeveld, 113A
1180 Bruxelles - BELGIQUE

Qu'en pensez-vous ?

■ Vous vous intéressez au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'agriculture africaine et la gestion des ressources naturelles (GRN) ? Peut-être désirez-vous partager vos idées et votre expérience avec d'autres grâce à la mailing list *afagrict-1*. Le CTA a créé ce forum électronique pour stimuler la réflexion sur le développement des TIC, principalement en Afrique. Plus de cent personnes y participent déjà. Un participant met en cause l'approche de la plupart des projets agricoles ou de TIC qui sont, selon lui, domi-

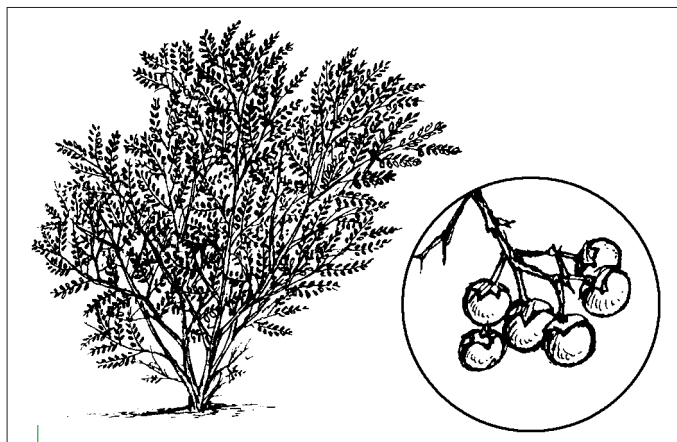
nés par une pensée technocratique privilégiant l'offre. Sur 64 logiciels concernant la GRN, deux seulement peuvent intégrer les différences de perspective des acteurs. Un autre participant estime nécessaire de vérifier "qui est confronté au problème" et "qui détient les ressources pour le résoudre". L'histoire des projets agricoles semble indiquer que la responsabilité partagée de l'analyse du problème ET de la mise en œuvre des solutions est en corrélation directe avec le succès.



Pour participer au forum, visitez le site Web www.agricta.org/afagrict-1/ et inscrivez-vous en ligne. Pour adhérer par messagerie, envoyez un e-mail à lyris@lyris.bellanet.org avec, dans le corps du message : *subscribe afagrict-1 name*, vos prénom et nom à la place de "name".

La culture du henné reprend au Sénégal

■ Le henné (*Lawsonia inermis*) est connu pour ses vertus esthétiques (teinture des cheveux, des mains, des pieds) et curatives (soin des plaies, traitement des maladies de la peau). Il sert aussi à colorer les tissus et certains plats cuisinés traditionnels. Bref, c'est un arbuste dont les feuilles séchées et réduites en poudre sont très utilisées en Afrique. Pourtant, sa culture tend à disparaître dans certaines zones, comme dans le département de Thiès au Sénégal. Le groupement féminin de Ndane Sylla a eu alors l'idée de relancer sa production pour financer des activités de petit commerce et de maraîchage. L'idée était bonne : la première année, les deux récoltes obtenues n'ont pas suffi à la demande. Le bénéfice ainsi réalisé a été réinvesti dans les fonds destinés au crédit du groupement. Mais le succès de l'entreprise ne tient pas au hasard



Teinture de cheveux ou coloration de tissus, les utilisations du henné sont variées

ou à la chance, car les femmes de Ndane Sylla avaient soigneusement préparé leur initiative. Elles l'ont soumise au projet Réseau Afrique 2000, qui a financé l'opération. Une session de formation a été organisée dans un village voisin où les habitants avaient une

longue expérience de cette culture. Maintenant, l'entreprise peut continuer sans aide extérieure car les clients sont très nombreux.

▲ Adja Sagar Gningue
Présidente de l'UGAPS/K
BP 06 Khombole
Thiès - SÉNÉGAL

La peste bovine de mieux en mieux contrôlée

En 1999, plusieurs pays africains ont été déclarés indemnes de la peste bovine. Le pays qui veut être déclaré indemne de la peste bovine doit suivre la procédure de l'OIE (Office international des épizooties) qui fait maintenant partie du code international de la santé animale. Si un pays n'a eu aucun cas clinique de peste bovine pendant deux ans, il peut lui-même se déclarer "provisoirement indemne de la peste bovine". La vaccination cesse alors. Si aucun cas nouveau n'est rapporté dans les trois années suivantes, le pays atteint le stade d'"indemne de la maladie" et, deux ans plus tard, celui d'"indemne de l'infection". Cette année, le Kenya, le Tchad, le Cameroun, l'Ouganda, la Mauritanie, l'Éthiopie et le Bénin ont atteint le stade provisoire.

The Nation, FAO, juin 1999.

Lutte contre la rouille du taro

Jusqu'en 1993, le taro était la principale culture d'exportation et la nourriture nationale de base des Samoa. C'est alors que cette plante a été ravagée par une maladie de la feuille, la rouille du taro. Les chercheurs de l'Université du Pacifique Sud essaient actuellement de résoudre ce problème régional. Ils ont multiplié et distribué aux paysans des Samoa trois cultivars locaux qui présentent une forte résistance à la maladie. Mais les consommateurs locaux préfèrent le taro traditionnel, auquel ils trouvent un meilleur goût et de meilleures aptitudes culinaires.

European Centre on Pacific Issues, University of the South Pacific, mai 1999.
E-mail : uspireta@samoa.net
Fax : + 679 301 305

Le Web s'ouvre

Deux stages de formation offerts récemment par le CTA sur la création de pages Web ont fini par briser le mythe de l'utilisateur de l'Internet : un homme, anglo-saxon, vivant dans un pays du Nord. Le premier stage, organisé (en anglais) en juin dernier à Accra (Ghana), a rassemblé une vingtaine de personnes travaillant dans des ONG agricoles et des institutions de recherche en Gambie, au Ghana, au Nigeria et au Zimbabwe, et le second, organisé (en français) à Ouagadougou (Burkina Faso) en juillet, a réuni 14 personnes travaillant dans des structures du même type. Choisis par leurs institutions pour gérer leur site Web, ces personnes sont maintenant affublées du titre de "webmestre", même si presque la moitié d'entre elles sont des femmes, tout comme l'étaient les formateurs(trices).

Rapprochements... Proximité

■ Le nouveau mot à la mode, c'est "proximité" : être près de, être proche de, dans les environs. Appliquée aux besoins en informations des associations d'agriculteurs, la proximité est un élément clé pour une communication efficace.

Au Burkina Faso, la Fédération nationale des organisations de producteurs (FENOP) a mis en place une stratégie de communication au profit de ses organisations membres, notamment dans le domaine de l'information sur les techniques de production, la commercialisation et la gestion. Avec le soutien du CTA, la

FENOP a déjà mis en œuvre une série d'activités (enquêtes, concertations) qui ont abouti à l'organisation d'un atelier à Ouagadougou en juin dernier, où se sont réunis tous ses membres et d'autres organisations comme l'Association burkinabé pour le financement des associations d'agriculteurs.

Résultats : un réseau décentralisé se développe progressivement avec comme projet de créer des centres d'agriculteurs dans chaque province de la région. Ces centres seront administrés au niveau local ; ils recueilleront et fourniront des informations d'in-

térêt local en se servant des moyens de communication que l'on trouve ordinairement dans les régions rurales (radio, presse écrite). Un fonds central appuiera les initiatives locales et des installations centrales seront également mises en place pour créer et diffuser les "produits de proximité" tels que bandes audio, cassettes vidéo, brochures et manuels, base de données électronique et site Internet. Ce dernier récoltera les fruits du partenariat entre le gouvernement et le secteur privé, collaboration qui a permis à l'Internet d'être accessible dans tout le pays.

Sénégal : la relance de la filière arachide passe par une démarche qualité

■ Le marché de l'arachide de bouche est en croissance dans le monde entier. Mais attention ! Les arachides sont souvent contaminées par de puissantes toxines (les aflatoxines) produites par deux espèces de champignons (*Aspergillus flavus* et *Aspergillus parasiticus*). Elles peuvent provoquer des allergies et favoriser l'apparition de cancers. Depuis peu, l'Union européenne applique une nouvelle réglementation fixant les

niveaux de tolérance en aflatoxines dans certaines denrées alimentaires. Les pays de l'Union européenne constituant le premier débouché pour les producteurs africains, l'UE finance un projet de relance de la filière arachide de bouche au Sénégal. Il s'agit de mettre en place les moyens de contrôler la contamination de l'arachide tout au long de la chaîne de production et de commercialisation, et d'obtenir une certifi-

cation "arachide de bouche du Sénégal". Parmi ces moyens, le projet prévoit donc le renforcement des structures de contrôle et la création d'une "démarche qualité". Le Conseil national interprofessionnel de l'arachide (CNIA), l'Institut de technologie alimentaire (ITA) et la Société générale de surveillance (SGS) au Sénégal, le CIRAD et les laboratoires Wolff sont les partenaires de ce projet.

Marchés tropicaux, 28 mai 1999

Compter (sur) les paysannes

La FAO relève un défi : elle s'est mise à rassembler et présenter systématiquement les données disponibles sur les questions de genre. Son site Web principal donne depuis peu accès à un site sur "genre et sécurité alimentaire". L'information, sous forme de fiches, rapports ou articles, est présentée en neuf rubriques telles que Division du travail, Pêches, Éducation, Vulgarisation et communication, etc. Le site est consultable en français, anglais et espagnol et contient une base de données comportant plus de 200 références bibliographiques, des graphiques, des statistiques et des photos.

Site Web :
www.fao.org/gender/gender.htm

Congrès international sur les ressources génétiques du palmier à huile

8-10 juin 2000, Kuala Lumpur

Le congrès passera en revue les questions actuelles autour des ressources génétiques du palmier à huile et développera un plan stratégique pour le prochain millénaire.

▲ Judy Oong Sue King
 PORIM – No 6, Persiaran Institusi
 P.O. Box 10620
 50720 Kuala Lumpur - MALAYSIA
 Fax : + 60 3 8257549
 E-mail : sueking@porim.gov.my

Douces promesses

Selon un chimiste de l'USDA (US Department of Agriculture), des colles et des vernis peuvent désormais être obtenus à partir de sucre, et non plus de produits pétroliers. Les résines à base de sucre sont plus résistantes que les produits actuels, même à plus de 200° C. Le sucre étant une ressource renouvelable, ces nouvelles colles sont écologiquement correctes. Dans l'avenir, cette innovation pourrait augmenter la demande en sucre et profiter ainsi aux producteurs de sucre. L'USDA a demandé un brevet et signé un accord avec une entreprise pour commercialiser les colles à base de sucrose.

Conférence : "Nourrir le monde sans l'empoisonner : une agriculture saine pour une alimentation saine"

Du 18 au 21 mai 2000
 Dakar - SÉNÉGAL

Cette cinquième conférence internationale organisée par Pesticide Action Network (PAN) sera précédée par un atelier régional sur la lutte intégrée et l'agriculture durable.

▲ Pesticide Action Network
 BP 15938 Dakar-Fann - SÉNÉGAL
 Fax : + 221 825 4914
 E-mail : panafric@telecomplus.sn

Vendre, une rude épreuve



Gestion des stocks, présentation, trésorerie : vendre, c'est un métier!

■ L'argent coûte cher et c'est bien ce qui freine les petits cultivateurs qui, n'étant pas en mesure d'investir dans la chaîne commerciale, se trouvent dans l'impossibilité d'accroître leurs revenus. Manque d'argent, donc prospection commerciale insignifiante, stocks également insuffisants, conditions de stockage et de distribution inadéquates, problèmes de trésorerie et aucun recours face aux mauvais payeurs. L'importance d'un partage des ressources des petits cultivateurs au sein d'associations professionnelles a été soulignée lors d'un séminaire sur le "Financement de la commercialisation des produits agricoles" organisé à N'Djamena (Tchad) en juin dernier. Ce type d'initiatives permettrait de réduire les demandes de crédit des agriculteurs, voire de faciliter leur accès au crédit et aux fonds de

garantie auprès des banques et autres institutions financières. Un des thèmes du séminaire, abordé à plusieurs reprises dans les études de cas sur la filière de commercialisation de la banane, du café et de la gomme arabique, était d'aider les banques à améliorer leur analyse des risques et à surmonter leur réticence à accorder des crédits dans ce domaine. Il s'agissait là de vendre aux banquiers l'idée que le marketing agricole comporte des risques limités. Toutefois, une des dimensions sur laquelle le séminaire ne s'est pas suffisamment étendu concernait les questions d'assurance sur les stocks et les ventes à l'exportation.

Comme toujours, une des préoccupations du CTA est de s'assurer que les associations d'agriculteurs aient en main toutes les informations dont elles ont

besoin pour établir des plans de commercialisation et des demandes de crédit viables, et qu'elles soient en position de force pour négocier. Ce séminaire, coorganisé par le CTA et le Bureau international du travail, avec l'appui du programme ACOPAM du BIT et du Programme des Nations unies pour le développement, a réuni 37 représentants d'ONG, d'organismes de soutien, d'associations de cultivateurs et d'institutions financières de 14 pays francophones d'Afrique occidentale et centrale.

Un autre séminaire, organisé à Madrid en avril dernier, s'est intéressé aux contraintes de la "Commercialisation et distribution des produits agricoles périssables", notamment aux questions ayant trait à la régularité des approvisionnements, aux normes de qualité, au contrôle de la qualité, aux informations de marché et aux campagnes de promotion. Les tendances des marchés domestiques et européens ainsi que des marchés spécialisés comme les marchés de produits biologiques ont été étudiées, y compris sur le terrain par des visites auprès des centres de distribution. Les participants des pays représentés (Afrique du Sud, Angola, Ghana, Guinée équatoriale, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria, République dominicaine et Zimbabwe) provenaient du secteur public pour un petit nombre d'entre eux et du secteur privé pour la plupart. Selon eux, le secteur privé devrait participer davantage au processus de renégociation de la Convention de Lomé et bénéficier d'un soutien accru de la part des gouvernements des divers pays concernés. La pression exercée sur les gouvernements des pays ACP pour qu'ils suppriment les subventions à l'exportation lorsque des subventions à la production sont accordées dans le cadre de la politique agricole commune de l'Union européenne est, selon eux, une démarche elle-même "périssable". Ce séminaire, coorganisé et financé par le CTA et le ministère espagnol de l'Agriculture et des Pêches, faisait suite à une rencontre similaire organisée à Madrid en 1998 au profit des pays francophones.

Voir, en page 10, l'article sur la réglementation des échanges.

Guinée-Bissau : l'INEP lance un SOS

■ Le conflit armé qui a fait rage de juin à août 1998 en Guinée-Bissau a provoqué, en plus des tragiques conséquences pour la population civile, la destruction de nombreuses infrastructures. C'est ainsi que l'Institut national d'études et de recherche (INEP), la plus importante institution scientifique du pays, a été pillée et utilisée comme base militaire. Les bases de données informatiques et la bibliothèque (avant-projet d'une bibliothèque nationale) avec ses livres et ses archives enregistrées ont été détruites en totalité. Face à

ce désastre, les chercheurs de l'INEP demandent de l'aide pour la reconstruction de leur institut. Ils préparent actuellement un compte rendu exact de la situation et un projet de réhabilitation. Ils en appellent à la solidarité des instituts de recherche du monde entier et de leurs membres.

▲ Michel Cahen
 Centre d'études d'Afrique noire
 Institut d'études politiques
 Allée Ausone, Domaine universitaire
 BP 101
 33405 Talence cedex - FRANCE
 E-mail : m.cahen@cean.u-bordeaux.fr
 Site Web : www.cean.u-bordeaux.fr/lusotopie

Les francophones prennent l'inforoute

■ Les premières réalisations bénéficiant du Fonds francophone des inforoutes voient le jour.

Certaines concernent la formation, comme le Centre africain de formation aux technologies de l'information et de la communication (CAFTIC), créé par l'Institut des sciences et techniques de la communication d'Abidjan (Côte d'Ivoire) en partenariat avec la France et le Québec, ou le **Pôle de commerce** du Sénégal (réalisé avec le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun et la Côte d'Ivoire) qui proposera aussi un centre télématique d'informations commerciales.

D'autres sont des systèmes d'information, comme le projet

pilote **PlaNet francophone**, réseau destiné à favoriser le développement de la microfinance au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Haïti, à Madagascar, en Roumanie et au Vietnam. **Inter-Dev** concernera l'agriculture familiale, l'artisanat, les petites et moyennes entreprises et l'économie populaire, et sera développé par des acteurs locaux (France, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Madagascar, Sénégal). **RELIEF** est le Réseau de liaison et d'échanges de l'information environnementale, consacré au développement durable (Côte d'Ivoire, France, Québec). **ENDA** reliera les différentes inforoutes africaines destinées

aux femmes et proposera des formations aux technologies de la communication électronique (Bénin, France, Sénégal).

Enfin, des sites seront consacrés à différents thèmes, comme **Econoafrique**, qui diffusera des informations économiques et des dossiers thématiques sur l'Afrique (Québec, Sénégal), ou **Istra-at-inforoutes**, qui proposera une banque d'images scientifiques, techniques et pédagogiques en agriculture tropicale (Belgique, Burundi, Côte d'Ivoire, Sénégal).

✉ M. Pietro Sicuro
Fonds francophone des inforoutes
13, quai André Citroën
75015 Paris - FRANCE
Fax : + 33 145 79 14 98
E-mail : fonds@francophonie.org
Site Web : www.francophonie.org/
fonds/projets/ProjetRetenu98.htm

Nouveau cours sur la gestion des pêches

16 janvier – 11 mars 2000,
Wageningen, PAYS-BAS

Ce cours interactif sur les options de gestion des pêches se fonde sur la situation propre des participants. Dans une première phase, le programme comporte l'identification des acteurs, la perception des problèmes, les stocks mondiaux de poisson et l'évolution des prix. Dans une deuxième phase, les participants approfondissent diverses méthodes de gestion, les accords internationaux et le rôle du droit, les flux de recherche et d'information. Dans la phase finale, les participants travaillent sur de nouveaux scénarios. Ils doivent avoir au moins trois ans d'expérience en gestion des pêches.

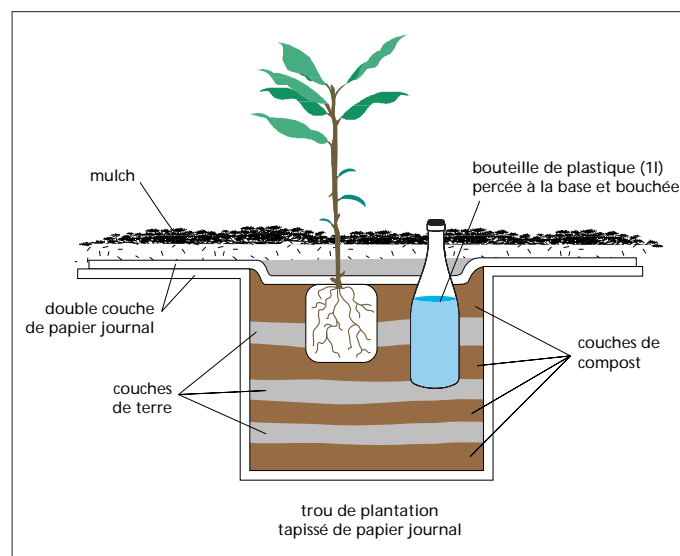
✉ International Agriculture
Centre
P.O. Box 88, 6700 AB
Wageningen - PAYS-BAS
Fax : + 31 317 418 552
E-mail : iac@iac.agro.nl

Une bouteille et un journal font le bonheur des jeunes arbres

■ Si vous avez souvent planté de jeunes arbres, vous aurez remarqué que la meilleure période de plantation se situe quelques semaines avant le début de la saison des pluies. Le sol est alors assez sec, la nappe d'eau profonde, et les jeunes arbres développent normalement un système racinaire plus profond. Leur croissance est ensuite plus vigoureuse. De plus, les arbres à racines profondes sont plus résistants à la sécheresse que ceux plantés en sol humide.

Mais le problème, c'est la survie des arbres pendant la période sèche précédant les pluies. Selon Dee Raymer, de Machakos au Kenya, il y a plusieurs solutions, mais aucune n'est parfaite. L'une des plus connues est la méthode de la bouteille renversée dans le sol, à proximité des racines. C'est effectivement efficace, mais remplir la bouteille est une tâche ardue et le goulot est parfois obstrué par de la terre. Dans *Ecoforum* 22-1, Daymer présente une méthode combinant plusieurs techniques.

Creusez des trous de 50 cm de côté et de profondeur et disposez sur toutes les faces et le fond une seule couche de papier journal. Remplissez le trou de couches de matière organique et de terre en alternance. La matière organique consiste dans un mélange de



fumier, de déchets de cuisine, de compost et d'une poignée de poudre d'os. La poudre d'os est un bon engrais lent qui stimule le développement des racines. Toutes les couches doivent être humidifiées.

Faites quatre petits trous au fond d'une bouteille en plastique avec une aiguille chauffée. Placez la bouteille à côté du jeune plant. Le goulot de la bouteille, muni d'un bouchon qui se visse, doit juste dépasser le niveau du sol. Placez la motte racinaire (après avoir enlevé le sac!) au centre du trou sur une couche organique. Remplissez le reste du trou et

versez dessus un litre d'eau. Couvrez ensuite le trou d'une double couche de papier journal et disposez par-dessus de la terre sèche et une couche épaisse de mulch organique. Couvrez le tout de pierres qui diminueront le réchauffement du sol dans la journée.

La quantité d'eau libérée par la bouteille est régulée par le bouchon. Le desserrer dix secondes par jour permet à peu d'eau de durer très longtemps!

✉ D. Raymer
P.O. Box 2356
Machakos - KENYA

Marché de produits bio à Dakar

Le premier marché de produits biologiques en Afrique de l'Ouest se tient à Dakar tous les samedis. Les primeurs – légumes et fruits – sont produits dans la région des Niayes, où certains agriculteurs se tournent vers des pratiques culturales biologiques pour faire face à la dégradation inquiétante de l'environnement. Un organisme associatif, le Mouvement sénégalais d'agriculture biologique (MSAB), regroupe tous les acteurs de la filière. Il développe actuellement un cahier des charges et espère créer des points de vente dans toutes les villes du Sénégal.

✉ Pape Samba Ndiaye,
Secrétaire général du MSAB
BP 13261, Dakar - SENÉGAL
Fax : + 221 823 20 01
E-mail : agrecol@enda.sn

Fidji exporte du poisson vivant vers les marchés asiatiques

Les îles Fidji sont le premier pays du Pacifique sud à exporter du poisson vivant vers les pays d'Asie. Le programme de pêche de poissons vivants, sous l'égide du programme cadre de développement du ministère de l'Agriculture, est basé dans la province de Bua, sur l'île de Vanualevu. C'est une coentreprise entre deux partenaires, fidjien et australien. Les pêcheurs locaux en bénéficieront grâce aux emplois créés et à la location de leurs bateaux, et ils auront 30 % des actions de l'entreprise. L'industrie de la pêche rapporte à Fidji 200 millions de dollars par an, et l'exportation de poisson vivant devrait y ajouter 5 à 6 millions.

Niuswire and Pacific Islands
Report, juin 1999.

Organisation du commerce : les règlements font la loi

Adieu droits de douane, adieu quotas, mais bonjour les règlements ! Le commerce des produits agricoles des pays ACP doit maintenant satisfaire à de nouvelles règles compliquées concernant le plus souvent la qualité. Voyons comment franchir ces dernières barrières.

Avec le commerce mondial désormais libéralisé sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), voici des chances et des défis nouveaux pour les exportateurs ACP. Les droits de douane et taxes disparaissent en effet, tout comme les quotas qui affectaient certains produits dans les pays industrialisés. Dès lors, les exportateurs doivent entrer en concurrence sur le marché. Pour cela, il leur faut connaître la taille et l'accessibilité du marché, ainsi que ce qui est nécessaire ou obligatoire en termes de qualité ou d'emballage.

Heureusement, plusieurs services fournissent des informations sur les exigences des pays importateurs, concernant :

- les conditions logistiques : volume et taille des chargements, emballages obligatoires, stocks pour le transport ou le transit, normes sanitaires et d'hygiène, contrôle de qualité;
- le marché : comment explorer le marché d'un pays ou d'une région, comment créer et développer une relation avec des importateurs;
- le financement : comment organiser le financement et le crédit en attente du paiement, et garantir les exportations.

Vous pouvez non seulement contacter les services commerciaux des ambassades des pays importateurs, les chambres de commerce nationales, mais aussi les organisations internationales ou régionales suivantes.

La CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce

et le développement) a pour but le développement du commerce mondial au bénéfice des pays en développement. Son réseau de "tradepoint", qui peut être contacté à travers son siège international, dispose de bureaux nationaux dans de nombreux pays, offrant une large gamme de services. Quant à l'OMC, et bien qu'elle soit souvent sur la sellette et controversée au plan politique (comme à propos des produits agricoles, dont elle débattait en décembre 1999), elle fournit aux exportateurs des services de conseil nombreux et utiles. Lié à l'OMC, l'accord SPS (pour mesures Sanitaires et Phyto-Sanitaires) est appliqué en coopération avec d'autres organisations internationales, principalement la FAO. L'accord SPS tâche de garantir des standards communs d'hygiène alimentaire et de santé animale ou végétale.

Les grands marchés

Le plus grand marché pour les produits agricoles est celui des États-Unis d'Amérique; l'American Association of Exporters & Importers (AAEI) est une bonne source d'informations sur ce marché et ses conditions. Le deuxième plus grand marché est celui de l'Union européenne, dont les quinze États membres ont la même politique douanière. Mais bien qu'elle soit appelée "marché unique" l'Union recèle de nombreux marchés différents, en termes de goûts et de demandes des consommateurs. Le CBI (Centre for the Promotion of

Imports from developing countries) conseille à la fois les exportateurs et les importateurs européens. Il propose des informations sur le marché, des programmes de mise en correspondance, des conseils en marketing, des études de marché, de la documentation commerciale et un service très pointu sur les demandes du marché en termes sociaux, de santé et d'environnement. Il peut aussi mettre en relation avec l'administration chargée des importations dans chaque pays membre de l'Union européenne.

Bien des exportations des pays ACP vers l'Europe appartiennent au domaine de l'horticulture et sont bien soutenues par le COLEACP, une association interprofessionnelle d'exportateurs, d'importateurs et d'autres opérateurs. Le COLEACP est considéré comme une des belles réussites de la coopération UE/ACP, et nombreux sont les clients satisfaits de sa promotion des exportations ACP concurrentielles : fruits et légumes, fleurs et plantes ornementales.

Cela durera-t-il ?

Mais le commerce mondial sera de plus en plus sujet à des préoccupations, et peut-être soumis à des règles, liées à des questions sociales et environnementales. Un exportateur prudent fera bien de les anticiper dès aujourd'hui. Le consommateur peut demander des garanties sur le processus de production (agriculture biologique, pas de travail des enfants, système de partage des profits, tout cela souvent regroupé sous le terme de "commerce équitable") et la communauté internationale peut souhaiter réduire la consommation d'énergie dans l'emballage et le transport. Déjà, l'Europe se soucie de réduire les importations de produits non essentiels, comme la banane en Norvège. Et beaucoup d'usines d'emballage des pays ACP utilisent des matériaux et des technologies qui ne sont plus tolérés dans le Nord du fait de leur consommation en énergie.

Peut-être pensez-vous que le monde aborde une ère de commerce libre et intense? C'est possible, mais il se pourrait que cela ne dure pas. De nombreuses instances gouvernementales préparent une nouvelle vague de res-

trictions, à fondements environnementaux ou énergétiques. Le Département des Nations unies pour le développement durable constitue dans ce domaine un point focal et peut vous informer, plus tôt que les autres exportateurs, des tendances à l'œuvre.

En attendant, informez-vous et commercez! Et, si les grandes organisations ne peuvent répondre aussi vite et complètement que vous le souhaitez, vous pouvez toujours essayer ce tuyau : c'est au Salvador, État minuscule mais entreprenant d'Amérique centrale, que l'on trouve la banque de données la plus complète et la plus accessible sur tout ce qu'il faut savoir pour contacter les administrations d'import-export dans le monde entier. Son Electronic System for Foreign Trade fournit des informations en espagnol et en anglais, par courrier électronique ou classique. Il est ouvert à tous.

AAEI
11 West 42nd Street, 30th floor
New York, NY 10036 - USA
Fax : + 1 212 382 2606

CBI
P.O. Box 30009,
3001 DA Rotterdam - PAYS-BAS
Fax : + 31 1041 4081
E-mail : cbi@mediaport.org
Site Web :
www.cbisite.eu.org/index.htm

COLEACP
5, rue de la Corderie
Centra 342
94586 Rungis - FRANCE
Fax : + 33 1 41 80 02 19
E-mail : coleacp@coleacp.org
Site Web : www.coleacp.org

Electronic System for Foreign Trade
Banco Central de Reserva
de El Salvador
Center for Export Procedures -
CENTREX
Alameda Juan Pablo Segundo,
Entre 15 y 17 Avenida Norte
San Salvador - EL SALVADOR
Fax : + 503 2818086
E-mail : info@elsalvadortrade.com.sv
Site Web :
www.elsalvadortrade.com.sv

CNUCED
Palais des Nations
1211 Genève - SUISSE
Fax : + 41 22 907 00 43
E-mail : ers@unctad.org
Site Web : www.unctad.org

UN DSD
Manager for Changing Consumption
and Production Patterns
Room DC2-2286
United Nations
New York, NY 10017 - USA
Fax : + 1 212 963 4260
E-mail : brandsma@un.org

WTO
Rue de Lausanne, 154
1211 Genève 21 - SUISSE
Fax : + 41 22 739 54 58
E-mail : enquiries@wto.org
Site Web : www.wto.org

Publications

Rencontre avec... un insecte redoutable



■ Dans cette collection publiée par le CIRAD, la brochure n° 12 présente *Helicoverpa* (héliothis)

armigera, un déprédateur redoutable des cultures cotonnières et maraîchères. Bien que de nombreux travaux aient permis de diversifier les techniques de lutte contre ce ravageur, la lutte chimique est restée une des clés de voûte de la protection contre cet insecte. Depuis deux décennies, l'apparition de populations résistantes à plusieurs familles d'insecticides a relancé l'intérêt d'une recherche approfondie sur de nouvelles méthodes de lutte. Cette brochure, qui s'adresse aux chercheurs, aux formateurs et aux acteurs du développement, présente les caractères généraux, la biologie et l'éthologie de *H. armigera*, les plantes hôtes, les dégâts causés et

les techniques permettant de s'en protéger. Certains sujets sont traités dans le seul contexte de l'Afrique, d'autres englobent les ravageurs d'Amérique latine et d'autres continents.

Helicoverpa (heliiothis) armigera (Hübner, 1808), collection "Les déprédateurs du cotonnier en Afrique tropicale et dans le reste du monde"
Auteur : Samuel Nibouche
CIRAD-CA, 1998
Librairie du Cirad
BP 5035
34032 Montpellier cedex 01
FRANCE
Fax : + 33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr
37 pages
ISBN 2-87614-314-3
ISSN 1255-2240
Prix : 100 FF/15,24 €

La participation démystifiée

■ "Participation" : le mot est à la mode et au cœur des conversations entre praticiens du développement. Mais que recouvre cette notion au-delà des discours ? À partir de l'analyse de trois projets de développement agricole menés au Mali, en Guinée Conakry et au Zimbabwe, cette publication montre comment est vécu et appliqué sur le terrain le concept de participation. Elle invite les vulgarisateurs à partager

quelques suggestions et ce faisant contribue à démystifier un terme qui se passe trop souvent de passage à l'acte efficace.

Vulgarisation participative. Aperçu de trois projets de développement agricole en Afrique
Skat.LBL/SDC (1998)
Vadianstrasse 42
9000 St.Gallen - SUISSE
99 pages
ISBN 3-908001-78-1
Prix : 50 FF/7,62 €



Qui dit élevage, dit fourrage



Les pasteurs et les petits agriculteurs des régions tropicales et subtropicales nourrissent leurs animaux avec une gamme de fourrages naturels et de sous-produits de plantes cultivées dans des buts divers. La manière dont ils utilisent et gèrent efficacement les ressources fourragères disponibles est examinée en détail dans ce manuel, sous l'angle des systèmes d'exploitation agricole. Les auteurs décrivent non seulement la manière de cultiver, d'utiliser et de stocker les fourrages, mais aussi comment ceux-ci sont intégrés aux systèmes agraires dans leur ensemble. Ils se concentrent sur les principes et la dynamique de la gestion des fourrages, ne traitant les aspects biolo-



giques et agronomiques que dans la mesure où ils aident à mieux comprendre les fonctions des divers types de ressources au sein des systèmes d'exploitation. Ils montrent aussi, à l'aide d'exemples

de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale, comment les systèmes de gestion fourragère peuvent être développés d'une manière durable grâce à un processus participatif de recherche et d'innovation. Un processus qui doit tenir compte, entre autres, des compétences et des intérêts parfois divergents des membres des ménages paysans. Le livre indique en annexe les caractéristiques des espèces importantes de graminées, légumineuses, arbres et arbustes fourragères.

La gestion des fourrages, W. Bayer et A. Waters-Bayer.
CTA/GTZ/Margraf Verlag, 1999
256 pages, ISBN 3-8236-1309-X
numéro CTA 948, 10 unités de crédit.

La vie chez soi, sans pesticides

■ Les pesticides domestiques sont de plus en plus utilisés, mais leur usage n'est pas sans risques. Ce document propose de leur fermer purement et simplement la porte et de recourir à des méthodes moins dangereuses et tout aussi expéditives. Ces méthodes préventives sont bien souvent inconnues du grand public. Elles réclament une certaine connaissance portant sur la biologie et le cycle de vie de ces indésirables volants ou rampants que sont les tiques, les mouches, les cafards, les moustiques ou les guêpes. Des conseils et des informations précieuses sont complétés par un glossaire expliquant les termes scientifiques rencontrés au fil des pages. Ce petit fascicule pratique comble un vide dans la maison en proposant des solutions à la fois efficaces et sans danger pour la santé des individus et l'environnement.

Pas de pesticides à la maison : solution sans danger pour le contrôle des bestioles indésirables
PAN Belgium, 1999
131, rue du Prévôt
1050 Bruxelles - BELGIQUE
54 pages, ISBN D/1999/8429/1
Prix : 250 FB/6,20 €

Les pucerons des plantes cultivées. Clefs d'identification

■ Deux ouvrages inclus dans une série de cinq consacrée aux arbres fruitiers, cultures légumières, cultures ornementales et espèces ligneuses. Le premier concerne les grandes cultures (pomme de terre, betterave, plantes oléagineuses), l'autre les cultures maraîchères. La présentation de 4 700 espèces de pucerons recensées dans le monde est accompagnée de nombreux dessins.

Coédition INRA/ACTA
INRA Éditions
RD10, route de Saint-Cyr
78026 Versailles cedex - FRANCE
Fax : + 33 1 30 83 34 49
E-mail : dessauva@versailles.inra.fr

Vol. I - Grandes cultures (1999)
64 pages
ISBN 2-7380-0856-9
Prix : 60 FF/9,15 € + frais de port
30 FF/4,57 €
Vol. II - Cultures maraîchères (1999)
98 pages
ISBN 2-7380-0875-5
Prix : 60 FF/9,15 € + frais de port
30 FF/4,57 €

Insécurité alimentaire dans les pays ACP : des politiques et programmes d'intervention aux groupes vulnérables



Rapport de synthèse d'un séminaire organisé à Louvain, Belgique (1998).

CTA, 1999, 31 pages
ISBN 92-9081-215-X, n° CTA 947
5 unités de crédit.

Annuaire des diplômés d'AGRHYMET 1978-1998

■ Cet annuaire récapitule par pays, par filière et par ordre alphabétique les agents formés par le Centre régional AGRHYMET, soit au total 638 agents dont 546 techniciens supérieurs et 93 ingénieurs, originaires des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Centre régional AGRHYMET
BP 11011
Niamey - NIGER
Fax : + 227 73 24 35
E-mail : admin@sahel-agrhytmet.ne
Gratuit.
Site Web : www.agrhytmet.ne

Des sols et des hommes. Récits authentiques de gestion de la ressource sol

■ L'attention portée aux sols détermine leur état d'entretien et de conservation. À travers une vingtaine de cas, notamment en Afrique, l'auteur montre qu'il n'y a pas de fatalité de la dégradation, mais que tout tient aux comportements individuels et collectifs des hommes, à leur rapport à la terre, à leur capacité de mobiliser des savoirs à la fois traditionnels et scientifiques, et à une prise de conscience des exigences de la nature et de son respect.

Charles Léopold Mayer (1998)
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris - FRANCE
Tél. et fax : + 33 1 48 06 48 86
ISBN 2-84377-038-6
118 pages
Prix : 35 FF/5,33 €

L'annuaire officiel CMA/AOC

■ Cette première édition de l'annuaire de la Conférence des ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC) répertorie les décideurs, les chercheurs, les organisations professionnelles et les prestataires de service qui forment le tissu du secteur agricole de la région. À ce titre, il constitue un outil précieux pour favoriser les échanges des produits agricoles. En effet, en reconnaissant leurs pairs et en appréciant mieux les services mutuels qu'ils peuvent se rendre, les agriculteurs contribueront à faire franchir un pas important à l'intégration économique de la région. Cet annuaire est également disponible sur CD-Rom.

Interafricaine de Presse et de Communication
04 BP 108
Abidjan - CÔTE D'IVOIRE
Fax : + 225 32 23 51
E-mail : intracom@afrikaonline.co.ci
ISBN non communiqué
Prix non communiqué

L'élevage, tel qu'il devrait être

■ Le Conseil mondial des éleveurs (CME) a été fondé en 1996 au Burkina Faso à l'initiative d'éleveurs africains auxquels se sont joints des spécialistes de l'élevage du Nord. Ce jeune forum d'échanges et d'orientation par et pour les éleveurs du monde entier rassemble des hommes et des femmes de différents continents mais partageant tous la même conviction : seule la relation harmonieuse entre l'homme et l'animal peut créer un environnement positif et vivifiant. Or, le monde de l'élevage se dégrade aujourd'hui, perverti par l'argent qui force à privilégier la quantité aux dépens de la qualité. Le *Magazine des éleveurs* dont le CME vient de sortir le premier numéro s'inscrit dans la lignée d'une réflexion axée sur la dimension éthique de l'élevage.



Avec des articles écrits en quatre langues et un dossier encarté, il traite de l'élevage, bien sûr, mais tel qu'il devrait être, partout dans le monde.

Le Magazine des éleveurs
CME
BP 2453
6002 Lucerne - SUISSE
Tél. / Fax : + 0041 41 361 07 18
E-mail : condial@bluewin.ch
ISSN non communiqué
Prix non communiqué

Les OGM en question

■ Les OGM (organismes génétiquement modifiés) sont imposés aux agriculteurs et aux consommateurs sans qu'ils aient vraiment leur mot à dire. Que risquent-ils avec le développement de la technologies des OGM? L'appropriation d'un bien commun par quelques-uns ne risque-t-elle pas d'entraîner une plus grande dépendance pour d'autres, plus démunis? Si un problème environnemental lié à la diffusion des gènes est découvert demain, le mécanisme sera-t-il réversible? Ces questions ne peuvent trouver de réponses qu'à travers des espaces de dialogue et de

réflexion qui impliquent l'ensemble des acteurs concernés. Dans ce dossier consacré à un sujet brûlant, scientifiques, agriculteurs, juristes, industriels et écologistes clarifient les problèmes posés par les OGM et imaginent des solutions pour y répondre.

Le piège transgénique. Vers un nouveau dialogue entre la recherche et le monde agricole autour des organismes génétiquement modifiés
Charles Léopold Mayer (1999)
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris - FRANCE
Tél et fax : +33 1 48 06 48 86
ISBN 2-84377-037-8
100 pages
Prix : 35 FF/5,33 €

Un monument de savoir-faire millénaire

■ Ce livre traduit de l'arabe au XIX^e siècle est une formidable compilation en trois tomes de textes anciens provenant d'agronomes de l'Antiquité. S'y ajoutent des résultats d'essais et des observations d'Ibn al Awam, écrivain et savant andalou du XII^e siècle, ou de ses contemporains. Le premier tome de plus de 500 pages traite de la fertilité des sols, de la manière de les apprécier, des matières fertilisantes et du compost, de la gestion des eaux, de la reproduction et de la plantation des arbres. Un étonnant chapitre est consacré à la diversité des greffes et à la taille. L'auteur parle bien sûr d'agriculture traditionnelle. Mais lorsqu'il décrit les plantes, les animaux et les sols comme des êtres vivant en interaction avec le cosmos, il évoque aussi – bien avant la lettre – l'agriculture que nous qualifions aujourd'hui de biodynamique. Le tome 2 est dédié aux céréales, aux plantes maraîchères, aux techniques de transformation des produits et à l'élevage, notamment du cheval, avec une foule de descriptions et de recommandations pour les soins à apporter aux animaux. Le dernier stock de ce livre précieux a été déniché chez un éditeur-libraire en Tunisie et est désormais disponible en France.

Le livre de l'agriculture d'Ibn al Awam
Éditions Bouslama (Tunis)
Distribué par AgriBioMéditerranée
Chemin neuf
30260 Corconne - FRANCE
1 100 pages
320 FF/48,78 € port compris.

L'alimentation traditionnelle bantu sur cassettes

■ Dans le cadre de son programme appelé "La dimension culturelle du développement", le Centre international des civilisations bantu (CICIBA) a réalisé une série d'émissions intitulées "Madia" ("aliments" dans plusieurs langues bantu) destinées au grand public. Financées par l'Union européenne et produites en collaboration avec radio Africa n° 1 de Libreville (Gabon), ces émissions ont bénéficié de l'apport de



plusieurs spécialistes et praticiens en agriculture, en écologie et en nutrition. Le CICIBA les diffuse à présent sur trois cassettes audio afin de promouvoir l'alimentation traditionnelle bantu et les produits qui la constituent. Ces derniers coûtent moins cher que les aliments importés. Chacun peut se les procurer, les produire au village comme en ville et bénéficier, à peu de frais, de la valeur nutritionnelle des haricots, patates douces, maïs, mangues... et même

insectes comestibles. Ces cassettes recueillent un grand nombre d'interviews qui devraient inciter les consommateurs à produire eux-mêmes quelques produits de première nécessité, grâce à des conseils pratiques concernant l'entretien d'un jardin, d'une basse-cour ou d'un étang, la pratique de la chasse et de la pêche.

Madia
CICIBA
BP 770
Libreville - GABON
Tél. : 70 40 96/77 50 90/
77 50 88/77 50 84
3 cassettes
Prix non communiqué

Pour une meilleure cohérence des politiques forestières

■ Plusieurs pays en développement sont confrontés à une dégradation inquiétante de leurs ressources forestières. Ils sont de plus en plus contraints par les agences de financement internationales et les bailleurs de fonds à formuler des politiques forestières nationales cohérentes comme condition préalable à tout financement. Encore faut-il s'entendre sur la définition et la fonction d'une "politique forestière". "Comme dans d'autres domaines, lit-on dans l'introduction de ce livre, les politiques forestières, de même que les plans stratégiques qui en sont la traduction, doivent résulter d'un pro-

cessus d'expression des demandes des acteurs." On l'aura compris : "cela passe par une démarche de type "participatif" sur laquelle il faut clairement s'entendre pour ne pas dévoyer le terme même de participation."

Cet ouvrage décrit les aspects théoriques, méthodologiques et appliqués pour la formulation d'une politique et d'une planification forestières. Il livre aux experts et planificateurs confrontés à la formulation et à l'évaluation des politiques et des plans forestiers stratégiques les conclusions d'expériences acquises au Rwanda, à Madagascar et au Kirgizstan.



Politique et planification forestières.
Guide pour la formulation et l'élaboration
Intercoopération
Maulbeerstrasse 10
Postfach 6724
3001 Berne - SUISSE
Fax : + 41 31 382 36 05
E-mail :
intercoop@intercoop.ch
http://www.intercoop.ch
ISBN 3-906494-12-8
87 pages
Prix non communiqué

Conserves traditionnelles et fermières.

Guide pratique de la stérilisation

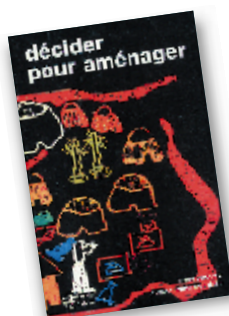
■ Ce livre s'adresse à des petites structures de transformation de viandes et de légumes que l'on retrouve aussi bien en Europe qu'en Afrique. "Où s'informer, où se former, où acheter des équipements?". Il propose une centaine d'adresses d'organismes français d'information, d'appui, de conseil et de formation pouvant répondre aux attentes spécifiques des petites unités de transformation. Cette liste est complétée par une cinquantaine d'adresses de fabricants de matériels de stérilisation, de machines de conditionnement, d'emballages et de matériels de contrôle et de mesure. De nombreux dessins et schémas décrivent les méthodes de capsulage des bocaux en verre, de sertissage des boîtes métalliques, le choix d'un autoclave et son fonctionnement, accompagnés de conseils pratiques permettant d'éviter les erreurs les plus fréquentes.

Educagri Éditions, 1998
BP 1607
21036 Dijon cedex - FRANCE
Fax : + 33 3 80 77 26 34
E-mail : ed.cnera@educagri.fr
ISBN 2-84444-003-7
Prix : 95 FF/14,48€

Un statut de droit pour les communautés rurales ?

■ La société rurale est un ensemble structuré qui produit des biens matériels et assure sa propre reproduction. En s'intégrant au système économique monétarisé, cette société coutumière ou traditionnelle passe de l'autosuffisance à la production de surplus qui se traduit par une transformation de l'écosystème. Ce dernier peut être détruit faute d'ajustement approprié.

Le concept de développement rural implique une pluralité de voies qui sont elles-mêmes fonction des caractéristiques de la société qui décide de s'y engager. Plus le modèle sera conforme aux traditions et aux valeurs de ces sociétés, plus il sera viable et plus il se révélera efficient. L'intégration des sociétés rurales au développe-



à gérer seul l'espace rural et ses ressources. S'il convient d'intégrer les sociétés rurales dans les processus de définition et de mise en place d'une politique environnementale, il faut, propose ce livre, reconsidérer la distribution des fonctions de tous, non pas au seul niveau du discours, mais sous l'angle du droit. Car pour l'heure, aucun texte juridique ne régit les relations État-sociétés rurales.

Décider pour aménager. Gérer les ressources naturelles et l'environnement en Afrique subsaharienne francophone
Enda-Éditions (1998), série Études et Recherches, n° 160-161
BP 3370
Dakar - SÉNÉGAL
ISBN 92-9130-024-1
ISSN 0850-8526
133 pages
Prix non communiqué

ment économique et social implique donc qu'elles doivent, de concert avec l'État, décider avant d'aménager.

Le constat d'échec des opérations de développement conduites par l'État-Nation selon le scénario implicite "l'administration décide, les paysans exécutent" illustre les limites de la capacité de l'État

Agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest. Une contribution à la sécurité alimentaire et à l'assainissement des villes

■ Ces actes d'un atelier organisé à Ouagadougou, au Burkina Faso (15-18 juin 1998), incluent les rapports des groupes de travail et des articles sur les interactions entre milieux ruraux et urbains, la production vivrière, la gestion des déchets urbains et le travail en réseau.

CTA/CRDI, 1999, 232 pages,
ISBN 0-88936-890-2
n° CTA 950, 40 unités de crédit.

Les poissons des eaux continentales africaines. Diversité, biologie, écologie et utilisation par l'homme

■ Cette synthèse des connaissances sur les différents modèles biologiques livre les clés d'une préservation sur le long terme en cinq chapitres : la diversité des milieux, l'origine et l'évolution, la biologie et l'écologie, la richesse et la structure des peuplements, les impacts des activités humaines sur les espèces. Une étude sur la pêche et la pisciculture (gestion des pêches, commercialisation) complète l'ouvrage.

IRD Éditions
480 pages
ISBN 2-7099-1432-8
Prix : 240 F/36,58 €

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni. Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes,

Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays.

Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant :

Triops
Hindenburgstrasse 33
D-64295 Darmstadt, Allemagne
Fax : +49 6151 3140 48
E-mail : triops@triops.de
Site Web : http://www.triops.de

Décentralisation du Service de distribution des publications



Louma-Productions

Passer d'un système centralisé de distribution de ses publications à une approche impliquant des partenaires locaux dans les pays ACP, tel était le défi à long terme que souhaitait relever le CTA. Le CTA vient de franchir une première étape dans cette perspective en signant un accord de partenariat avec la Direction de l'information scientifique et technique (DIST) du CRNST au Burkina Faso.

La DIST possède de précieux atouts pour réussir sa mission d'interlocuteur entre le Service de distribution des publications du CTA et les abonnés (ou abonnés potentiels) : une solide expérience dans le domaine de l'agriculture et la diffusion d'informations scientifiques, une bonne connaissance du marché local et une infrastructure adéquate à la distribution et à la promotion de publications.

C'est donc elle qui garantira désormais, pour le Burkina Faso, le suivi de la correspondance émanant des abonnés ou des abonnés potentiels à *Spore* et au Service de distribution des publications, mettra à jour la liste nationale des abonnés actuels et assurera la promotion des publications et coéditions du CTA auprès de ses publics cibles. La DIST servira également de point de vente de ces publications auprès du grand public et des abonnés qui auraient épuisé leurs unités de crédit.

Par la conclusion de cet accord, le CTA vise à promouvoir de manière ciblée ses publications et son service de distribution ainsi qu'à les adapter aux besoins de ses abonnés grâce aux informations transmises en retour par son partenaire local (feedback). En outre, ce partenariat devrait permettre au CTA de comparer l'efficacité de son système centralisé actuel à une approche de distribution impliquant des partenaires locaux.

Les abonnés du Burkina Faso recevront prochainement une lettre du CTA précisant les modalités, la date de mise en application du partenariat et les coordonnées de la DIST.

Le CTA négocie actuellement un type de partenariat similaire pour un deuxième projet pilote en Zambie. Ces deux projets feront

l'objet d'évaluations. Si le résultat est positif, le CTA étendra la décentralisation de son Service de distribution des publications à d'autres pays ACP.

Le CTA lance une nouvelle série de documents de travail

Le CTA vient de lancer une nouvelle série de documents de travail qui, vu leur utilité immédiate pour certains lecteurs, peuvent être produits rapidement, sans les délais inhérents au processus classique d'édition. Cette initiative permet aux lecteurs concernés d'obtenir certains rapports, notamment sur les projets CTA récemment achevés ou en cours, dans les meilleurs temps. Ces documents sont mis gratuitement à la disposition des intéressés (et échappent à la règle des unités de crédit) et seront, selon leur intérêt, annoncés dans *Spore*. Pour les commander, les abonnés au SDP sont priés d'utiliser leurs bons de commande.

Boîte postale 380

Vous voulez partager vos idées, vos opinions et vos questions avec d'autres lecteurs de *Spore* ? Écrivez à Boîte postale 380 !



Cet outil peut aussi faire pression sur la poitrine et causer des troubles respiratoires. Ces déformations et troubles divers peuvent aussi être occasionnés par l'utilisation d'autres outils, notamment lorsque les enfants travaillent dans de mauvaises positions.

Compte tenu de la déclaration des Nations unies sur les droits des enfants, leur exploitation continue dans le secteur agricole pourrait avoir des conséquences fâcheuses. Nous devrions :

- rechercher les facteurs qui s'opposent au respect des droits des enfants dans les régions rurales ;
- créer une base de données sur l'exploitation des enfants dans le secteur agricole ;
- étudier les implications de l'exploitation des enfants sur le plan du développement national ;
- préciser quelles sont les tâches agricoles que les enfants peuvent effectivement exécuter ;
- rechercher d'autres sources de main-d'œuvre de manière à compenser les exploitants des pertes occasionnées par le retrait des enfants des activités agricoles ;
- participer à l'élaboration d'un Code national permettant d'assurer la protection des enfants au Nigeria."

Halte à l'exploitation des enfants

J. O. Olowofoyeke, de l'*Economic Services and Women Cooperative Agriculture Unit*, à Abuja, Nigeria, lance un appel pour que cesse l'exploitation des enfants dans le secteur agricole. "Le travail familial a diminué suite au déclin de la polygamie et à la scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants. La plupart des activités agricoles exigent des mouvements consistant à pousser, presser, soulever et porter, qui peuvent affecter la santé des enfants. La FAO signale que l'utilisation du sarcloir peut déformer irréversiblement la colonne vertébrale et affecter la croissance des jeunes enfants.

Des villes en pleine ascension

Réagissant à l'article de *Spore* 81 "Installez vos champs à la ville", **Jean Revol**, de Montélimar, France, exprime son inquiétude. "Les villes africaines poussent de manière anarchique, sans plan d'urbanisation ni de végétation, et les riches, construisant leurs imposantes villas de plain-pied, occupent beaucoup d'espace. Les coûts d'infrastructure et de transport augmentent et les résidents perdent beaucoup de temps dans les déplacements. Il est grand temps que les

Parmi les premiers documents parus dans cette série figurent notamment :

- *Guide sélectif de revues scientifiques dans le domaine du développement agricole et rural (français/anglais)*, CTA n° 8001.
- *Ressource guide on urban agriculture*, CTA n° 8002.
- Quatre documents (en anglais seulement) sur le rôle de l'information dans l'élaboration des politiques agricoles, dont :
 - *Information support for agricultural policy formulation in Africa : Role of non-governmental organizations and research institutes*, CTA n° 8004.
 - *Information support for agricultural policy formulation in Africa : Role of international organizations*, CTA n° 8005.
- *Examen des effets de la mondialisation sur le secteur agricole et les communautés rurales des pays ACP* (disponible aussi en anglais), CTA n° 8008.

Décentralisation du SQR en Afrique orientale

Suite au succès de l'expérience pilote de décentralisation de son service questions-réponses (SQR) en Afrique australe (voir *Spore* 80), le CTA est occupé à établir des centres dans d'autres régions ACP.

En Afrique orientale, la phase initiale concernera trois pays : l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda. Le centre névralgique du service sera installé au sein du Service d'information sur la recherche agricole (ARIS), une unité d'appui de l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) en Ouganda. Le SQR travaillera en étroite collaboration avec les principales institutions ougandaises que sont le ministère de l'Agriculture, le ministère de la Production animale et des Pêches, le ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Eau, les facultés d'agriculture et des forêts de l'Université de Makerere, l'Autorité nationale de gestion de

l'environnement, le Conseil national pour la science et la technologie, l'Association nationale des agriculteurs et le Réseau de développement des associations locales de volontaires.

Sur le plan régional, le SQR d'Afrique orientale travaillera en collaboration avec l'Institut kenyan de recherche agricole et l'Organisation éthiopienne de recherche agricole.

Le service est essentiellement destiné aux services de recherche, de vulgarisation et de formation, aux associations d'agriculteurs, aux coopératives, aux fournisseurs d'intrants et de machines agricoles, aux autorités locales, aux petits entrepreneurs, à l'industrie agroalimentaire, aux unités de conditionnement et de stockage, aux compagnies de transport et aux chambres de commerce.

Le travail du SQR sera de répondre aux demandes de publications, de donner des conseils sur des problèmes techniques, de fournir des informations statistiques et d'aider les demandeurs à trouver des sources de financement, des programmes de formation et des structures d'appui.

Les lecteurs de la région sont invités à contacter :

QAS Librarian, ARIS
PO Box 11098, Kampala - OUGANDA
Fax : + 256 41566049
E-mail : aris@imul.com

Spore 84 et les numéros suivants vous informèrent sur la suite du programme de décentralisation du SQR dans d'autres régions ACP.

urbanistes africains réalisent que les villes doivent se développer verticalement et non horizontalement. Bien entendu, en attendant qu'ils en prennent vraiment conscience, l'agriculture urbaine semble offrir une solution, un moindre mal."

Dans la cour des grands

Sirat Seied Yesut, un spécialiste de l'irrigation travaillant dans la région de Amhara en Éthiopie, réagit à la manière dont le CTA appuie et organise les séminaires. "Pourquoi le CTA n'envisage-t-il pas d'aider les petits experts comme moi, qui peuvent s'exprimer plus librement que les hauts fonctionnaires sur la véritable racine des problèmes, à améliorer leurs compétences?"

Sans entrer dans des considérations de hiérarchie, parmi les centaines de personnes qui participent aux séminaires, aux stages de formation et aux visites d'étude organisés ou financés par le CTA, bon nombre sont précisément des spécialistes qui travaillent sur le terrain. Mais il est souvent plus efficace d'utiliser les ressources du CTA aux échanges qui renforcent les organismes nationaux et régionaux, lesquels ont, à leur tour, la possibilité de faire participer tous les acteurs concernés.

Donnez-nous accès aux ressources

L'article (*Spore* 80) intitulé "Agriculture et réduction de la pauvreté, une simple question d'accès?" a suscité un OUI catégorique de la part de **Obenjo** de Gbensola Enterprises à Osogbo, Osun State, Nigeria. Évoquant son obligation de stocker sa récolte de manioc jusqu'à ce que les prix dépassent à nouveau ses coûts de production, il demande aux "institutions de recherche et aux universités

d'ouvrir leurs propres 'entrepôts'... La plupart des connaissances et des techniques agricoles ont été accumulées et mises au point pendant des années par nos universitaires qui se sont servis de nos ressources, il n'est que justice qu'elles servent à présent nos propres intérêts. Les cultivateurs ne sont pas syndiqués; ne peuvent pas se mettre en grève et sont responsables non seulement du bien-être de leurs familles mais aussi du bien-être de tous!"

On recherche des fournisseurs

C Loutangou, BP 2085, Mvumvuu, Pointe-Noire, Congo, est à la recherche de producteurs pouvant l'approvisionner en maïs, riz, sorgho et mil pour la fabrication d'aliments pour animaux et volailles. Contactez-le directement.

Des éloges

Le directeur du projet d'élevage et d'agriculture de Kembolcha en Éthiopie, **Mohamed Yimer**, nous signale que sa "communauté rurale est très éloignée et ne bénéficie d'aucun service de vulgarisation susceptible de fournir aux paysans des informations sur les techniques agricoles. Les informations que nous recevons du CTA nous aident à gérer notre projet et permettent aux agriculteurs de choisir de bons programmes de sécurité alimentaire."

Temba Kweche, du service vétérinaire de Mutare, Zimbabwe, félicite l'équipe de *Spore* pour "les excellentes améliorations apportées à la présentation du magazine. Nous sommes impressionnés par le choix des articles, ils sont très informatifs. Nous avons beaucoup de plaisir à lire chaque numéro, de la première à la dernière page."



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) — Convention ACP-UE de Lomé

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067
E-mail : cta@cta.nl
Site web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : spore-desk@mediateurs.org

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publiquep, France
© CTA 1999 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit. Merci de mentionner *Spore* comme source.

Paul Bom Kondé, Camerounais, économiste, est chercheur au CIRAD et anime le réseau Aval (Action de valorisation des savoir-faire locaux).

José Muchnik, Franco-Argentin, sociologue, est chercheur au CIRAD et à l'INRA (Montpellier, France), spécialisé dans l'artisanat agroalimentaire. Il est membre du comité de pilotage du réseau Aval en Afrique de l'Ouest.



Didier Chabrol, Français, anime Agropolis-Museum à Montpellier, France. Il intervient au Conservatoire international des cuisines méditerranéennes et participe au mouvement international Slow Food.

Regards croisés sur l'alimentation

Terroirs, territoires et nourriture

Le processus de mondialisation se traduit dans le domaine de l'alimentaire par une disponibilité de plus en plus large de denrées de plus en plus semblables. Parallèlement, on assiste dans de nombreux pays du monde à l'essor d'un marché dit "de terroir" où s'écoulent – pour le plus grand bonheur d'une clientèle en quête d'authenticité – des produits alimentaires chargés de valeurs locales. Qu'en est-il dans les pays ACP? Paul Bom Kondé, Didier Chabrol et José Muchnik répondent.

Les pays ACP sont-ils touchés par l'uniformisation des goûts alimentaires?

José Muchnik - Certes il y a des produits et des goûts qui s'uniformisent, mais ce qui ne s'uniformise pas ce sont les styles, les identités alimentaires des différentes sociétés. Le Coca-Cola, pour ne prendre qu'un produit hautement symbolique, est d'une certaine manière intégré dans les cultures alimentaires locales. Il accompagnera le ragoût d'igname en Côte d'Ivoire ou le couscous de mil au Sénégal.

Paul Bom Kondé - Oui, mais, dans les pays ACP, l'uniformisation du goût se manifeste davantage par la consommation de produits comme le concentré de tomates, les poissons en boîte, le corned-beef ou la bière brassée "à l'allemande". Ces produits sont très prisés, notamment par ceux ayant l'habitude de les consommer à l'étranger, et la valeur qui leur est attribuée est bien souvent supérieure à ce qu'ils sont réellement. Mais ils sont accessibles à des coûts extrêmement bas du fait de l'industrialisation, et ils se conservent et voyagent bien.

Didier Chabrol - Il y a uniformisation du goût, mais, parallèlement à ce courant, une recherche de produits chargés de valeurs locales. En fait, personne n'a une alimentation unique et la tendance va plutôt vers une diversification. La même personne qui se nourrira à midi de sardines en boîte ou de pâtes au concentré de tomates recherchera le soir un gari ou un foutou de sa région d'origine.

J.M. - La nourriture, ce n'est pas seulement des protéines et des glucides, c'est aussi du sens, un imaginaire, un lien social. Elle crée des repères dans lesquels les gens se reconnaissent collectivement. Nous grandissons dans un lieu, mais aussi dans une langue et une nourriture.

En Europe, la réaction à cette uniformisation passe souvent par la défense des produits de terroir. Comment définissez-vous le "terroir"?

J. M. - Le terroir est un ensemble complexe où interviennent les sols, la pluie, l'ensoleillement, mais qui revêt aussi une dimension culturelle et sociale.

D.C. - Il y a dans la notion de terroir une donnée "objective". Le terroir est, un ensemble biologique : à un endroit précis, un certain type de plantes va pousser d'une certaine façon. Mais la dimension culturelle et sociale du terroir est *in fine* la somme de compétences et de savoirs accumulés au fil du temps.

J.M. - Oui, le terroir, ce n'est pas qu'un lieu géographique, c'est aussi les savoirs et la mémoire de ce lieu.

D.C. - Les pays dans lesquels le terroir est peu reconnu – les pays anglo-saxons, par exemple – sont ceux qui ont privilégié le développement de leur industrie aux dépens de leur agriculture, et ce faisant ont coupé les liens qui les unissaient à la terre. Depuis 1830 en gros, leur alimentation repose essentiellement sur des produits importés. Au contraire, les pays latins, comme la France, l'Espagne ou l'Italie, ont gardé et cultivé les conditions objectives et la charge affective, culturelle et sociale du terroir.

Pensez-vous que cette notion du terroir puisse être appliquée, promue ou valorisée dans les pays ACP?

D.C. - Il n'y existe pas toujours l'ancienneté suffisante pour que la notion de terroir soit un calque exact de celle entretenue dans certains pays d'Europe. Il manque tout simplement un peu d'"histoire" de la consommation locale.

P.B.K. - Les voyages sont un élément important pour la valorisation des produits de terroir. Le terroir s'exporte, bien sûr, à travers les régions, mais il se vend aussi sur place auprès des consommateurs qui viennent à sa rencontre. En ce sens, le terroir est aussi terre d'accueil. C'est ce qui a dynamisé des produits traditionnels comme l'aklui béninois (une bouillie de maïs) ou la bière de sorgho.

Les échanges alimentaires, les transferts de procédés et de recettes entre pays ou régions ACP vous semblent-ils appelés à s'intensifier?

P.B.K. - L'atiéké de Côte d'Ivoire, pour prendre cet exemple, est le plus célèbre de tous

les atiékés. Produit par une communauté établie à Abidjan, les Ébriés, il doit sa popularité à la promotion qu'en ont fait, en revenant dans leur pays d'origine, les migrants installés un temps dans la grande métropole ivoirienne. La promotion d'un produit passe donc par les migrations, puis par la commercialisation.

D.C. - Encore faut-il que les produits soient clairement identifiés, par l'emballage et par une labellisation : celui qui préfère le chocolat de São Tomé voudra être sûr qu'il vient bien de là.

"La nourriture, c'est aussi un imaginaire, un lien social."

Quels changements ces échanges et cette valorisation des produits locaux peuvent-ils amener pour les agriculteurs et les consommateurs?

P.B.K. - La majorité de la population des pays ACP mange ce qu'elle produit, tout simplement. Mais environ 35 % de la population – avec de grands écarts selon les pays – a un mode de consommation dit "urbanisé", et est en position de choisir.

D.C. - Il est clair que la mondialisation du goût est en marche. L'attraction du consommateur pour les produits locaux reste marginale. Marginale, mais pas négligeable : en France, par exemple, les huîtres de l'Atlantique et le vin de Champagne sont des produits consommés sur quelques jours au moment des fêtes de fin d'année. Un très grand nombre de producteurs se sont adaptés à cette demande ponctuelle et vivent toute l'année d'une production qui s'écoule à 80 % en quelques jours. En somme, il n'est pas nécessaire qu'un modèle de consommation soit généralisé pour qu'il soit important pour le producteur. C'est sans doute la chance que peuvent saisir les pays ACP.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.